

# *Cachez ces Irakiens que nul ne saurait voir !*

---

Si l'administration Bush ne se soucie aucunement des droits fondamentaux des Irakiens, le sort de ces derniers constitue également le point aveugle de la plupart des positions pacifistes qu'elles soient le fait des États ou des mouvements de citoyens. Accepter de prendre en compte la difficulté spécifique que pose un régime de la nature de celui de Saddam pourrait nous aider à sortir des options binaires dans lesquelles nous nous trouvons enfermés. Dans le cas de l'Irak comme pour ce qui est de l'avenir des relations internationales, nous avons un besoin urgent d'alternatives démocratiques crédibles.

---

*PAR DONAT CARLIER*

Quelques États européens, et non des moindres, sont donc entrés dans un rapport de force extrêmement tendu avec les États-Unis sur la question irakienne. À vrai dire, nous sommes nombreux à avoir réclamé ce nécessaire moment de crise entre nos démocraties et une administration américaine dont l'arrogance impériale et l'unilatéralisme exaspèrent une bonne partie de la planète.

## **MALAISE**

Cette attitude espérée de la France, de l'Allemagne et de la Belgique ne parvient cependant pas à dissiper un

sentiment de malaise profond, formulé ici et là par quelques voix minoritaires, mais peut-être plus largement partagé qu'on ne le croit. Ce sentiment ne tient pas pour l'essentiel à l'inefficacité immédiate de la prise de distance avec la puissance états-unienne. Au moment où on lira ces lignes, G. W. Bush aura en effet donné l'ordre à ses troupes massées aux frontières de l'Irak de passer à l'offensive. Mais, dira-t-on, l'opposition de certains Européens aura au moins contraint l'administration Bush à assumer l'illégitimité de ses actes. En préservant l'O.N.U. d'un discrédit total, à défaut de l'impuissance, Chirac et Schröder

auront peut-être posé là un jalon nécessaire dans le processus de renouvellement d'une approche multilatérale juste et efficace des enjeux mondiaux. Les sceptiques souligneront que le champ de bataille diplomatique qu'est devenue l'O.N.U. n'annonce pas une réforme évidente d'une institution qui n'a jamais pu empêcher que près d'un million de Rwandais soient assassinés, que des centaines de milliers de Birmans soient soumis à l'esclavage du travail forcé, que le Tibet se fonde dans la Chine occupante, que les Palestiniens désespèrent d'être libérés de l'armée israélienne... Plus tactiquement, diront ces mêmes sceptiques, la France, la Russie et/ou la Chine sont en fait soulagées que les États-Unis ne leur aient même pas donné l'occasion d'opposer leur veto à une demande explicite de recours à la force.

Est-ce la fracture constatée dans l'Union européenne autour de ces questions qui provoquerait notre malaise? Au vrai, mieux vaut ce désaccord patent qu'une nouvelle bouillabaisse consensuelle et inopérante. L'Europe, tout inédit que soit l'espace politique qu'elle dessine, n'a en réalité jamais fait, et ne fera jamais, l'économie du conflit et de la gestion de celui-ci pour progresser. Par contre, le trouble commence à poindre quand on s'attarde sur la manière dont le président français s'en est pris aux nouveaux membres de l'Union qui soutiennent la position américaine. Fallait-il faire preuve d'autant de mépris vis-à-vis de pays de l'Est de l'Europe qui, outre des raisons plus prosaïques, en viennent malheureusement à s'aligner sur G. W. Bush au nom de leur solidarité naturelle

avec des États-Unis qui n'avaient jamais relâché leur pression sur le bloc soviétique? Une telle posture ne sert pas plus le multilatéralisme tant invoqué que le gel de l'histoire dont font preuve ces pays de l'Est en faisant mine de croire que les États-Unis n'ont jamais placé leur force qu'au service des libertés.

Les doutes se font plus précis lorsque l'on constate que la France et l'Allemagne accueillent les bras ouverts dans leur axe de résistance au bellicisme américain des pays comme la Russie et la Chine. Est-ce au nom de leur capacité à mettre un terme aux atrocités perpétrées en Tchétchénie ou à l'occupation du Tibet? Que leur concédera-t-on encore après avoir bien enterré et oublié ces oppressions et leurs victimes? Admettons à la limite qu'on ne choisit peut-être pas toujours ses « alliés »; nul besoin par contre de leur dérouler le tapis rouge. En viendra-t-on à offrir à la Russie la présidence de la Commission des droits de l'homme de l'O.N.U., récemment octroyée à la Libye lors d'un vote où la plupart des Européens se sont courageusement abstenus?

Mais le malaise devient patent quand on s'aperçoit que, dans le camp de la paix, politiques et mouvement citoyens confondus, nul n'a jamais réellement tenté de construire l'ombre d'une alternative crédible à la politique de la canonnière des Anglo-Saxons.

### TARTUFFES À BABYLONE

Jacques Chirac l'a implicitement admis en reconnaissant que, sans la pression des troupes américaines, les inspections n'auraient pu faire découvrir tel stock de gaz prétendu-

ment détruit depuis belle lurette ou n'auraient pu obliger Saddam Hussein à détruire tels missiles qu'il « ne possédait pas ». Ne fût-ce que sur la question du désarmement, une pression internationale solide et de tous les instants est indispensable face à un tel régime. Que dire alors du respect du simple droit à la vie des Irakiens ? Que dire de ce qui nous semble devoir être posé comme le véritable enjeu de toute politique au Moyen-Orient : le soutien à apporter aux sociétés civiles pour sortir de la crise profonde qu'elles traversent ? C'est une politique coercitive longue et soutenue, pouvant aller jusqu'à l'usage de la force, qui aurait peut-être pu obliger l'Irak tant à désarmer qu'à cesser son oppression. Et ce, sans le bain de sang et les effets régionaux dévastateurs sur lesquels risque bien de déboucher l'expédition américaine ; sans mettre à mal les bribes très insuffisantes de régulation civilisée des relations internationales (voir l'introduction au dossier de *La Revue nouvelle* de novembre). Il n'en a jamais été réellement question.

On pouvait jusqu'à présent, dans le dossier irakien, louer la position de Louis Michel, en rupture nette avec l'insignifiance passée de notre politique étrangère. Mais il a, sur la fin, fortement déçu et perdu une bonne part de son crédit en prétendant que c'est la présence des deux-cent-cinquante-mille soldats américains qui a empêché une sortie de la crise par le haut. Il a prétendu sans rire avoir un accord de désarmement tout prêt et crédible avec le régime irakien pour peu que ce soient les Européens qui l'avancent. Que l'introduction du multipartisme aurait même pu être acceptée par le tyran

de Bagdad soudain devenu réceptif au respect de l'opinion d'autrui. Pour ceux qui prennent la peine de comprendre le fonctionnement de ce régime, c'est pure hypocrisie. Plus fort encore, le ministre des Affaires étrangères a justifié haut et clair ce qui constitue la seule faute de parcours qu'on pouvait jusque-là lui reprocher. Il a expliqué avoir interdit en novembre la réunion de l'opposition irakienne qui devait se tenir à Bruxelles « parce que des mollahs intégristes, désireux d'installer un régime à la taliban en Irak, y auraient participé ». Même si tous les opposants irakiens ne sont pas des plus recommandables, on voit là sur quels mécanismes joue Louis Michel : la peur d'un intégrisme religieux digne des délires d'une Anne Morelli louant un Saddam phare de la laïcité au Moyen-Orient (voir la Carte blanche de Pierre Vanrie et Donat Carlier, « Irak, un régime si laïque » sur <lalibre.be>). Un mollah est simplement un dignitaire religieux chiite et c'est précisément sur la diabolisation que nourrit la confusion entre chiisme et intégrisme que Saddam a notamment joué pour justifier la répression de la majorité de la population irakienne (issue de cette confession) aux yeux d'Occidentaux apeurés par le fondamentalisme islamiste. Heureusement, il y avait sur le plateau de télévision où il a sorti cette énormité un représentant kurde de l'opposition qui lui a signalé que ces mollahs avaient souscrit à une plate-forme appelant à un Irak démocratique et fédéral. Un projet politique qui devra sûrement prendre de front les visées américaines sur le pays...

**IMPASSE CHIRAC**

Chirac aura été plus habile que le ministre belge sur le plan rhétorique. Mais l'impasse de la position américaine masque en fait celle de la France, championne de l'opposition à l'impérialisme américain. Sur quelles perspectives débouche exactement l'action de la France en termes de neutralisation effective du régime et de respect des droits fondamentaux des Irakiens ? Le silence est assourdissant à cet égard. La France aurait de fait eu du mal à être crédible sur ce plan sans un revirement clair : Human Rights Watch, qui réclame depuis les années quatre-vingt la traduction du tyran irakien devant un tribunal pénal international, souligne ainsi sur son site que c'est la France qui lui a placé le plus de bâtons dans les roues dans ce combat pour la justice internationale. Il ne fallait pas attendre de sérieuses pressions sur Saddam Hussein de la part d'une politique française refusant de regarder en face la nature du régime et le défi spécifique que ce dernier pose, au nom en fait d'intérêts pétroliers et stratégiques qu'on ne dissèque ici que dans le chef des États-Unis.

**QUESTIONS  
DÉRANGEANTES**

Dans le traitement médiatique de cette crise, certains témoignages sont passés relativement inaperçus. Ceux, par exemple, d'un journaliste de la R.T.B.F. ou d'un militant pacifiste français, partis à Bagdad, et expliquant qu'ils y ont découvert que les rares Irakiens qui osent parler disent préférer les bombes américaines à Saddam Hussein. Celui de cette Belge d'origine irakienne qui

dit soutenir l'option de la guerre pour libérer le pays du clan de Saddam. Une bonne part de la population en est effectivement réduite à espérer l'intervention américaine pour enfin connaître le changement de régime auquel l'écrasante majorité aspire ; même si la plupart sont également prêts à se révolter contre une occupation prolongée de leur pays par des troupes étrangères. En 1991, les alliés étaient attendus en libérateurs ; après douze ans d'un embargo assassin, les sentiments seront infiniment plus mélangés. Il n'en reste pas moins que pour bon nombre d'Irakiens, rien ne serait pire que le statu quo qui les condamnerait à continuer à subir le régime et l'embargo.

Il n'y a pas, ici en Europe, à tout à coup endosser ce désespoir qu'on pressent étreindre la majorité des Irakiens, surtout après tant d'oubli. Il n'y a pas à cyniquement applaudir l'intervention américaine au nom d'une de ses conséquences heureuses, et à oublier tous ses effets dévastateurs, et, au premier chef, les futures victimes civiles de l'offensive décidée par les États-Unis. Par contre, il n'y a aucune raison de refuser de se laisser interpeller par les Irakiens. En effet, s'il était possible de le faire pratiquement triompher, la conséquence immédiate de l'application du seul mot d'ordre aujourd'hui audible chez nous, « Non à la guerre », serait en effet le maintien d'une des tyrannies les plus atroces de la planète.

**QUELLE CRÉDIBILITÉ ?**

Cette conséquence ne discréditerait pas autant la position des politiques et des mouvements citoyens opposés à la guerre unilatérale de

G. W. Bush si la dictature était ne fût-ce que prise en compte dans les discours autrement que comme une précaution oratoire sans effet dans le réel. Il serait tout à fait à l'honneur de Michel, de Chirac ou des pacifistes de parler de la question de la tyrannie comme une difficulté temporaire assumée par des démocrates lucides, à défaut de nourrir l'action déterminée qu'exige pareil enjeu. Pourquoi ne pas annoncer que cette question serait à l'agenda une fois que les États-Unis seraient revenus à une optique de collaboration avec l'ensemble des démocraties de la planète? Même si cette optique relève pour le moment de l'utopie dans le chef d'une puissance gouvernée par un clan d'affairistes illuminés par leurs valeurs conservatrices, nationalistes et religieuses.

Que dire en effet aux Irakiens qui constatent, atterrés, que dans certains pays, dont le nôtre, les organisateurs des manifestations ont explicitement refusé de faire référence au régime de Saddam Hussein? Les dernières manifestations « nationales » en Belgique ont ainsi été conjointement organisées par deux plates-formes, celle de la coalition habituelle de tous les mouvements de paix, syndicats et O.N.G., et celle mise en œuvre par... le P.T.B. qui refuse tout interventionisme dans les affaires intérieures de l'Irak. En s'associant aux épigones du stalinisme, on s'empêche évidemment de ne fût-ce que parler vrai et juste de la situation concrète et des gens réels qui se retrouvent au cœur du cyclone préparé par G. W. Bush et son administration. De même, le pape remplit son job en refusant une guerre pareille mais avait-il besoin de laisser Tarek Aziz

venir faire des simagrées sur la tombe de saint François d'Assise? De laisser le cardinal Etchegaray déclarer après avoir rencontré Saddam que celui-ci était conscient de ses responsabilités envers son peuple? Comme le notait Yvon Toussaint dans *Le Soir*, les victimes de la tyrannie irakienne auraient peut-être préféré bénéficier de l'inconscience d'un irresponsable. Elles n'avaient en tout cas pas besoin de ce déni supplémentaire de leurs souffrances. Les populations irakiennes constituent le point aveugle de nombre de positions sur la crise actuelle, au point de miner leur sous-bassement politique et éthique.

### QUELLE SYMÉTRIE?

Il faut déployer la mauvaise foi d'un Donald Rumsfeld pour accuser les millions de manifestants qui s'opposent à sa guerre de soutenir Saddam Hussein. Hormis l'extrême gauche totalitaire, ils le condamnent sincèrement; mais beaucoup ne voient pas d'inconvénients à ce que les critiques convergent exclusivement vers les États-Unis. Probablement pour des raisons à la fois de fond et de tactique: le principal enjeu serait celui de l'hégémonie américaine dont la dénonciation ne devrait être « brouillée » par aucun autre message « annexe » énoncé pour « équilibrer » le discours pacifiste. Il n'y a en fait aucun équilibre à créer, aucune symétrie à opérer entre le régime de Saddam et les États-Unis. Ces derniers méritent une sévérité spécifique en tant que démocratie, en tant qu'alliés de nos gouvernements et en tant que superpuissance aux responsabilités d'autant plus lourdes quant au futur de la planète.

Pour autant, le monde ne se réduit pas aux États-Unis et encore moins à la Maison-Blanche. Dans un monde plus interdépendant que jamais, il n'est plus possible de se soucier seulement de nos alliés ou de l'hyperpuissance (même si celle-ci ne l'a pas encore compris). Bien sûr, la crise actuelle dépasse, et de loin, la question irakienne, mais aucune alternative crédible à la dérive des relations internationales ne se construira à partir de la négation des contradictions concrètes auxquelles il faudra faire face, ni à partir de la réduction du réel à une équation simpliste. Penser qu'il suffit de ne pas faire la guerre et de lever l'embargo pour que la crise se résolve, est-ce moins simpliste que de croire comme George Bush qu'il y a seulement à libérer ses chiens de guerre pour remodeler le monde? La complexité du réel rattrapera toujours ces tentatives symétriques d'échapper à l'histoire des hommes et à ses ambivalences. Pratiquement le défi posé à la communauté internationale depuis au moins douze ans est de savoir ce qu'il faut faire face à un régime irakien que les États-Unis, la France, l'Allemagne, l'U.R.S.S. puis la Russie, les pétromonarchies du Golfe et on en passe, ont nourri pendant des années. Comment l'empêcher de nuire, non pas seulement au reste du monde mais bien, au premier chef, à sa population?

La question n'est plus alors de rejeter l'approche désespérée de nombre d'Irakiens, qui serait trop centrée sur leur malheur, mais de comprendre que leur désespoir est de l'étoffe dont sont faits les défis mondiaux. Et que nous ne pourrions plus longtemps refuser de nous montrer à la hauteur de ces défis

parmi lesquels notamment l'hégémonie américaine ou la démocratisation du Moyen-Orient. On ne peut en effet indéfiniment reconduire notre propre cécité qui nous a fait accepter le soutien à Saddam depuis les années septante jusqu'à la guerre du Golfe de 1990-1991, puis son maintien au travers d'un embargo dévastateur. On ne peut pas plus continuer à accepter de soutenir ou laisser prospérer sans sourciller les dictatures du Moyen-Orient. Ignorer le drame irakien, ou du moins les dimensions qui ne sont pas imputables directement aux États-Unis, prend en fait une autre signification: elle met en évidence le malentendu sur les moyens propres à atteindre les buts du mouvement d'opposition à la guerre, si pas sur les raisons de cette opposition.

#### AU NOM DE LA DÉMOCRATIE ?

« Pas en notre nom ! », proclament des pacifistes hallucinés partis s'offrir comme boucliers humains en Irak et inévitablement instrumentalisés par le régime. Mais à l'inverse, on peut se demander au nom de quoi nous nous opposons à la guerre. C'est bien au nom des valeurs démocratiques que nous refusons de voir des États se lancer unilatéralement dans une guerre sans l'accord des nations où les droits de l'homme restent un référent et une pratique un tant soit peu sincère. C'est bien au nom de la démocratie que nous n'acceptons pas de voir des gouvernements soutenir une guerre sans l'appui de leur population. C'est bien au nom de la démocratie que nous nous refusons de voir les États-Unis bafouer les droits humains un peu partout dans le

monde pour défendre « leur liberté ». C'est bien à cause de ses contradictions internes évidentes que nous refusons la position américaine. Sur quoi nous reposerons-nous finalement pour contester la présence américaine en Irak ou l'abandon des Kurdes aux appétits turcs si ce n'est sur la dénonciation de la soumission du projet démocratique à leurs intérêts? Pourquoi rejeter la folie d'une démocratisation au canon, si nous ne laissons même plus interroger par les conditions ambiguës de concrétisation des principes que nous défendons?

Si par contre, nous nous contentons de défendre la nécessaire mais insuffisante légalité internationale ou de nous opposer à l'hégémonie américaine, nous ne saurons que répondre concrètement aux Irakiens qui rappellent que, depuis un quart de siècle, le régime agresse alternativement ou simultanément son propre peuple et ses voisins et qu'ils n'ont donc jamais connu cette paix aujourd'hui tant réclamée. Que leur dire quand ils soulignent que la seule fois où ils ont pu saisir l'occasion de se débarrasser du tyran et de son système, les Occidentaux les ont laissés tomber? Si la démocratie aujourd'hui n'est plus qu'un argument instrumentalisé par l'administration Bush et déconstruit par les pacifistes, nous acceptons d'abandonner la seule perspective et les seuls instruments certainement décevants et à l'efficacité relative, à même de répondre aux défis qui se posent à nous.

## QUELLE LIGNE DE FRACTURE?

Le tournant majeur que tout le monde pressent actuellement ne se joue peut-être pas sur la ligne de fracture que mettent en évidence les médias. Au moment où naît un embryon de justice internationale, c'est la question de la poursuite du développement de la démocratie à l'échelle du monde qui se trouve posée et à laquelle ne répondent pas dans les faits les opposants à la guerre. Il ne faut pas croire que, face à cet enjeu, les uns et les autres soient *ad vitam æternam* rangés dans un camp ou dans l'autre. Ainsi on peut « admettre que les États-Unis sont à la fois source de liberté et de domination », comme l'écrit le politologue français Zaïki Ladi, en rupture avec les positions symétriques des anti-américains ou des nouveaux vassaux européens de l'Oncle Sam. Ainsi, bien des personnes aux côtés desquelles nous défilons aujourd'hui pour nous opposer à une guerre programmée et injustifiable avaient condamné l'intervention au Kosovo, sans se soucier des crimes d'un Milosevic dont ils regrettent aujourd'hui la traduction devant la justice internationale.

Il ne s'agit pas ici de nier l'ambivalence de la « diplomatie des droits de l'homme ». Comme le souligne à son propos, Bertrand Badie, les espoirs que ce type de diplomatie suscite se développent au même rythme que ses ruses. L'intervention au Kosovo n'était pas passée par une résolution de l'O.N.U.; mais bien au crible d'une certaine forme de multilatéralisme qui avait dû contourner le risque d'un veto russe et chinois. Cette intervention était critiquable dans ses modalités mais

## IRAK

nécessaire en son principe et justifiable en termes de processus de décision. Dans le cas de l'Irak, l'inanité des arguments déployés par l'administration Bush ne met en évidence que le mépris qu'elle nourrit pour ses interlocuteurs. C'est à se demander si Bush et ses complices voulaient convaincre. Les yeux rivés sur les sondages américains, emportés par leur propre suffisance et coulés par leur propre incompétence, ils ont bâclé leur dossier vis-à-vis de l'opinion mondiale...

Une des conséquences les plus angoissantes de la politique de ce président américain, c'est finalement d'avoir légitimé l'insouciance des opposants à la guerre, et particulièrement de la gauche européenne, vis-à-vis de la dictature irakienne, de l'enjeu de la démocratisation

du Moyen-Orient et de la nécessité d'une conscience claire de la ligne de fracture sur laquelle nous devons construire de meilleures relations internationales. Comme Jean Daniel le rappelait quand des pacifistes français ont été acclamer Saddam à Bagdad: « Ce que je ne pardonnerai jamais à George Bush, c'est de paraître justifier par sa politique tous ceux qui, en se prétendant les champions des victimes et des faibles, confortent le pouvoir des oppresseurs et des bourreaux. Il n'en manque pas, je le sais depuis longtemps, du côté de ces prétendus amis de la cause arabe, qui ont toujours été plus soucieux d'obtenir les faveurs des gouvernants que de contribuer à l'émancipation des peuples. »

*Donat Carlier (16 mars 2003)*